



Association Tunisienne
de Défense des Libertés
Individuelles

المعرض الاسبوعي للصحافة

LA REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE
THE WEEKLY PRESS REVIEW

Media Libre 2018



Sources	Articles
<p>AL.HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 22-06-2018</p> <p>Asma M'barek</p> <p>huffpostmaghre b</p>	<p>L'offense est lancée contre le rapport de la Colibe et elle est menée par Nouredine Khadmi</p> <p>Le rapport de la COLIBE est une “fetna”, selon eux. Lors d’une conférence intitulée “l’initiative de la discorde : atteinte au référentiel du peuple tunisien et au sacré”, tenue hier 21 juin 2018 à Tunis, la coordination nationale de défense du Coran, de la constitution, du développement et de l’équité n’a pas caché sa désapprobation du rapport de la COLIBE . La coordination a renouvelé son rejet des travaux de la commission, les considérant comme étant “hostiles à l’Islam et au Coran, et contraires aux traditions du peuple tunisien”, affirme-t-elle.</p> <p>Un rapport “choquant” pour l’opinion publique</p> <p>L’ancien ministre des Affaires religieuses et dirigeant au sein du parti Ennahdha, Nouredine Khadmi, a affirmé dans son allocution, lors de la conférence tenue hier, 21 juin 2018, par la coordination nationale de défense du Coran, de la constitution, du développement et de l’équité, que les réformes et les recommandations relatives aux libertés individuelles et de l’égalité, dans le rapport de la COLIBE sont inacceptables et choquantes pour l’opinion publique.</p> <p>Une atteinte à l’identité du peuple tunisien</p> <p>“Ce rapport traite de l’identité qui est tranchée dans la constitution”, a affirmé l’ancien ministre, en précisant que cette question d’égalité d’héritage ne fait pas partie des objectifs de la révolution et loin d’être l’une des priorités nationales en matière de développement, d’emploi, de réformes. Il a estimé que ce rapport est contraire à ce qu’a stipulé la constitution dans son premier article.</p> <p>Le rapport de la COLIBE est une “Fetna”</p> <p>Nouredine Khadmi a considéré les réformes proposées dans le rapport de la commission des libertés individuelles et de l’égalité comme étant une “Fetna”, soulignant qu’ils sont contraires à la charia et l’Islam. À cet égard, il a reproché à la commission le fait de ne pas avoir fait appel à des spécialistes de la charia, ni à des experts coraniques, en négligeant l’importance de prendre l’avis de Dar El Iftaa et le ministère des affaires religieuses par rapport à ce sujet. Il a, toutefois, appelé Dar El Iftaa et le conseil islamique supérieur à réagir face à ce sujet en indiquant que c’est une atteinte aux réglés islamiques et de donner une Fatwa par rapport à ce sujet.</p>

Le rapport renonce aux concepts de la morale et de la pudeur”

Le dirigeant au sein du parti Ennahdha a assuré que les réformes proposées par la COLIBE sont contraires à la religion islamique et qu'ils auront des “répercussions graves” sur la société tunisienne, en citant quelques-unes, à savoir, l'annulation de l'obligation de la dot dans le mariage, la viduité, abrogation de la peine de mort, la liberté accordée aux artistes, et universitaires, avant de préciser que “ce rapport renonce aux concepts de la morale et de la pudeur” en évoquant le sujet de l'annulation des crimes d'homosexualité. Selon ses dires “la liberté sexuelle absolue contribua à la division de la société et la polarisation idéologique au sein de la famille et de la société” Notons que la coordination nationale de défense du Coran, de la constitution, du développement et de l'équité a lancé une pétition sur internet refusant ce rapport avec une initiative pour la protection du Sacré et une autre concernant la famille. Il est à rappeler que le 12 juin 2018 le rapport de la commission des libertés individuelles et de l'égalité a été publié et présenté au président de la République, Béji Caïd Essebsi.



Salwa Hamrouni : Avant d'être choqué par le rapport de la commission, on aurait dû l'être par la Constitution !

26-06-2018

I.N

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

La membre de la commission des libertés individuelles et de l'égalité, Salwa Hamrouni, est revenue, lors de son intervention dans l'émission La Matinale de Hamza Belloumi sur Shems FM ce vendredi 22 juin 2018, sur les critiques de certains envers le rapport de la commission des libertés individuelles et de l'égalité. Ainsi, Mme Hamrouni a tenu à préciser que le contenu du rapport ne fait pas office de lois mais de propositions de loi, en réponse à la demande du président de la République sur les libertés individuelles et l'égalité en se référant à la Constitution, aux accords internationaux conclus et aux orientations modernes en termes de droits de l'Homme. A la lumière des modifications qu'elle juge nécessaires, un projet de loi a été préparé par la commission. «Si notre rapport choque une grande frange de la population, celle-ci aurait dû être choquée par la Constitution car la commission n'a rien inventé», a-t-elle martelé. Réagissant aux propos tenus la veille par l'ancien ministre Nouredine Khadmi lors de la conférence de la Coordination nationale de la défense du Coran, de la constitution, du développement et de la justice, Mme Hamrouni a affirmé : «Nous avons entendu les cheiks de la Zitouna plusieurs fois et rien n'empêchait Nouredine Khadmi, membre de cette coordination de venir nous soumettre son avis. Notre commission ayant été ouverte à tous». Et d'ajouter : «Ce qui attire mon attention, c'est que M. Khadmi fait le tri dans les droits de l'Homme, en acceptant certains points et pas d'autres. Certes, il se réfère à des versets du Coran, mais au-delà de ça il y a une certaine sensibilité et rejet envers les libertés individuelles, une difficulté à accepter les libertés individuelles dans notre culture ainsi que l'acceptation de la diversité et de la différence». Salwa Hamrouni considère que : «La dot est une insulte pour la femme tunisienne, car dans la loi elle est une condition sine qua non pour

l'effectivité du mariage et le droit à des relations sexuelles. La commission n'a pas retiré la dot mais elle a enlevé son obligation légale pour que le mariage soit valide». S'agissant de l'égalité de l'héritage, elle a spécifié : «La Constitution tunisienne ne spécifie pas que la chariâa doit être la source de la législation. La proposition de la commission c'est que l'égalité entre homme et femme dans les quatre cas de figure (mère, sœur, fille et épouse) soit la règle et que l'application de la chariâa soit décidée par le propriétaire des biens de son vivant. Ainsi, l'Etat civil ne peut garantir que l'égalité, étant à équidistance de toutes les religions. Pour les pratiquants musulmans qui sentent que ceci est une atteinte, ils peuvent laisser une consigne pour appliquer la chariâa. Il y a plusieurs lectures du Coran et il y a un débat, et nous, nous avons apporté une lecture des droits selon la Constitution et les conventions internationales.»



22-06-2018

I. B.A

[realites](#)

les Tunisiens expulsent des Israéliens de la place rouge à Moscou

Présents à Moscou pour suivre le deuxième match de l'équipe nationale à la coupe du monde 2018, les Tunisiens polarisent l'attention et les regards. Leurs photos et vidéos circulent sur les réseaux sociaux, et sont partagées en masse. La dernière en date est celle qui montre un groupe de Tunisiens en train de renvoyer des supporters Israéliens de la place rouge. Laissant de côté la compétition et les matchs, les Tunisiens n'avaient en tête que la cause palestinienne. D'ailleurs, ils ont arrêté de chanter des chansons de victoire et commencé à crier le nom de la Palestine au visage des Israéliens avant de les « dégager » .



22-06-2018

[shemsfm](#)

Ghazi Jeribi promet de traiter les cas de torture et de maltraitance

Le ministre de la Justice Ghazi Jeribi a déclaré aujourd'hui qu'il tient à traiter les cas de torture et de maltraitance, spécialement quand il s'agit des détenus. Le ministre a ajouté que l'État est responsable des détenus, et que les cas de torture et de maltraitance ne passeront plus sans punition. Ghazi Jeribi a également indiqué que la protection des sécuritaires des fausses accusations est un devoir, et que la médecine légale joue un rôle important dans ces cas.



22-06-2018

[mosaïquefm](#)

Un guide relatif à l'utilisation des preuves médico-légales disponible

Aymen Ayoub , représentant du Centre pour le contrôle démocratique des forces armées, a annoncé à MosaïqueFm que le nouveau guide relatif à l'utilisation des preuves médico-légales contre les allégations de torture et de maltraitance est riche et efficace. Le document est orienté vers la pratique et a pour but de lutter contre la violence qui est un fléau répandu dans le monde arabe.a t-il affirmé. A.Ayoub a ajouté qu'on ne peut pas exclure la Tunisie de la liste même si ce genre de pratiques y est moins présent. Ce document est un outil de travail commun pour les juges et les médecins légistes et une référence nationale pour tous les personnels de la santé, de la justice, de la société civile et des médias, visant à renforcer les capacités des médecins légistes et à soutenir les compétences des juges, d'après lui.

مقالات باللغة العربية

صفاقس: بطاقة إيداع بالسجن في حق رئيسة جمعية الدفاع عن عمال الحضائر



22-06-2018

[alchourouk](http://alchourouk.com)

أصدر وكيل الجمهورية بالمحكمة الابتدائية صفاقس 2 اليوم الجمعة بطاقة إيداع بالسجن المدني في حق رئيسة جمعية الدفاع عن عمال الحضائر شادية الشمتوري ناسبا لها "المشاعبة عبر مواقع التواصل الاجتماعي طبق الفصل 86 من مجلة الاتصالات ونسبة أمور غير حقيقية لموظف عمومي طبق الفصل 128 من المجلة الجزائية" بحسب ما صرّح به ل (وات) بصفاقس الناطق الرسمي باسم محاكم الجهة القاضي مراد التركي. وأفاد ذات المصدر أن المظنون فيها تم الاحتفاظ بها أمس على ذمة الأبحاث بناء على شكاية كان تقدم بها في حقها معتمد صفاقس الغربية الذي توجّهت له المشتكى بها بعبارات تمسّ من شخصه ومن شخص والي الجهة ونسب أمور غير حقيقية للإطار الإداري المذكور، بحسب تأكيده. وكان هذا المعتمد قد اشتكى بالموقوفة في نفس الموضوع في وقت سابق بحسب الناطق الرسمي باسم محاكم صفاقس الذي أوضح أن رئيسة جمعية الدفاع عن عمال الحضائر ستمثل على الحالة التي هي عليها مطلع الأسبوع القادم أمام المجلس الجنائي بالمحكمة الابتدائية صفاقس 2 لمحاكمتها من أجل ما نسب إليها. يذكر أن مجمع التنسيقيات الجهوية لعمال الحضائر كان دعا في بيان أصدره في وقت سابق اليوم إلى إطلاق سراح رئيسة الجمعية من السجن، معتبرا أنها مارست حقها الدستوري في التعبير والدفاع عن عاملات وعمال الحضائر. وذكر المجمع أنها انتقدت في تدوينتها الفايبوكية ما قال عنه "الضغوطات التي مارسها المعتمد المذكور على بعض عاملات الحضائر لإجبارهن على القيام بأعمال خارج إطار مهامهن" حسب نص البيان.



22-06-2018

جواهر المساكني

[hakaekonline](http://hakaekonline.com)

باب بحر: القبض على شخص ابتز امرأة ونشر صورها على "فيسبوك" .. وتسلم منها أموالا (صورة)

قال كاتب عام نقابة الإدارة الفرعية لفرق الطريق العمومي وسيم المحمودي، اليوم الجمعة 22 جوان 2018، ان فرقة الشرطة العدلية بباب بحر تمكنت من القبض على شخص تعمد ابتزاز امرأة باستعمال موقع التواصل الاجتماعي "فيسبوك" الخاص بها ونشر صورها على أقرابها. وأضاف المحمودي في تصريح لحقائق أون لاين، ان الشخص المذكور قام بتسليم أموال من المتضررة للكف عن تنزيل صورها الا انه في كل مرة يطلب منها اموالا اخرى . وبين ان المرأة تقدمت بشكوى الى الفرقة المذكورة تعلم فيها عن تعرضها الى الابتزاز وقدمت هويته وأوصافه، مشيرا الى انه وبعد مراجعة النيابة العمومية تم نصب كمين محكم والقبض عليه واحالته بحالة ايقاف على الفرقة المتعده بالموضوع مرجع النظر.



22-06-2018

[shemsfm](http://shemsfm.com)

أحمد عظيم: لجان تحييد المساجد تأذن بغلق كل الروضات القرآنية المخالفة للتوجه المضبوط

أكد وزير الشؤون الدينية أحمد عظيم أن مشروع الكتاتيب القرآنية الذي أعدته الوزارة يهدف إلى تعصير مفهوم الكتاتيب حتى يقدم ما يؤهل التلميذ للدخول إلى المدارس. وأشار الوزير في إطار جلسة استماع بلجنة شؤون المرأة والأسرة بالبرلمان، إلى أن اللجان الجهوية لتحديد المساجد تنظر في الروضات القرآنية التابعة للجمعيات وتأذن بغلق كل من تخالف التوجه المضبوط.





22-06-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm.com)

إطلاق مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف في تونس

أطلق ائتلاف مدني من 18 جمعية ومنظمة وطنية تونسية خلال ندوة صحفية بتونس العاصمة اليوم الجمعة 22 جوان 2018، "مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف في تونس" والذي يهدف إلى وضع آلية لليقظة وإعداد تقارير ودراسات حول مظاهر التمييز وإنجاز دليل للممارسات الجيدة . كما تهدف المبادرة إلى تمكين المجتمع المدني من وسائل تطوير قدراته على التحرك ضد كل أشكال التمييز وأدوات الضغط على أصحاب القرار.

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST <small>MAGHREB - TUNISIE</small> 21-06-2018 Rihab Boukhayatia huffpostmaghre b</p>	<p>Des centres de migrants sauvés en mer en Tunisie? L'UE le veut</p> <p>La Tunisie acceptera-t-elle des camps sur son sol? Alors que les drames des migrants en Méditerranée se succèdent, l'Union européenne esquisse "une issue" pour les migrants sauvés en mer: il s'agit de créer des camps en Tunisie. La question se posera sur la table des négociations lors d'un mini-sommet sur l'asile et la migration à Bruxelles ce Dimanche, qui inclura les pays touchés par la question à l'instar de la Tunisie, a révélé le journal belge "Le Soir". La Tunisie pourrait-elle gérer un tel flux de migrants sur son sol? La réponse est non, avance l'ambassadeur de la Tunisie auprès de l'UE, Tahar Chérif, dans son interview à Le Soir: "La question a été posée au chef de notre gouvernement il y a quelques mois déjà lors d'une visite en Allemagne, elle a été posée aussi par l'Italie, et la réponse est claire : c'est non ! Nous n'avons ni les capacités ni les moyens d'organiser ces centres de rétention. Nous souffrons déjà beaucoup de ce qui se passe en Libye, qui a d'ailleurs été l'effet d'une action européenne". À noter que la Tunisie déposait déjà d'un camp, le fameux camp de Choucha à Médenine. La gestion de ce camp a été problématique, les autorités le décrivait comme "un danger pour la sécurité nationale" d'où son démantèlement en 2013. Les personnes qui s'y trouvaient s'étaient, soit réinstallés dans les zones urbaines en Tunisie, soit dans des pays tiers. D'autres sont volontairement rentrés dans leurs pays d'origine. Mais, d'autres, refusaient de quitter le lieu, voulant rejoindre l'Europe. Le camp se serait transformé en point de départ pour une immigration irrégulière. A noter que 800 réfugiés enregistrés par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés sont encore en Tunisie. La Tunisie compte aujourd'hui sur son territoire plus de 1000 réfugiés et demandeurs d'asile, a fait savoir le président de l'Institut arabe des droits de l'Homme, Abdelbasset Ben Hassen, le 20 juin 2018. Que propose l'UE en contrepartie de l'accueil des migrants par la Tunisie? Une contribution financière comme ils ont fait avec la Turquie, rapporte Le Soir. Mais la Tunisie ne semble pas s'y intéresser: "Ce n'est pas une question de capacités financières, répond l'Ambassadeur de Tunisie. Il faut gérer et organiser cela, après on parlera de problèmes de traitement des gens et des droits de l'homme...", a expliqué l'ambassadeur de la Tunisie auprès de l'UE. Alors que les négociations autour de l'ALECA se poursuivent, cet élément pourrait entrer en jeu pour faire pression sur la Tunisie. Là aussi, la Tunisie affiche sa fermeté: "Tout est toujours négociable. Mais pour l'instant, la réponse reste négative. Cela représenterait beaucoup de risques pour nous. Nous faisons déjà face à beaucoup de problèmes économiques, au chômage de jeunes diplômés, etc. Nous n'avons vraiment pas besoin de nous mettre des problèmes supplémentaires de cette ampleur sur le dos", a conclu Tahar Chérif.</p>

 <p>21-06-2018</p> <p>N.B.G</p> <p>businessnews</p>	<p>Des associations religieuses demandent le retrait du rapport de la Colibe</p> <p>Le front conservateur s'agite contre le rapport du Commission des libertés individuelles et de l'égalité (Colibe). En effet, une pétition circule en ce jeudi 21 juin 2018 sur internet pour demander le retrait du rapport de la commission des libertés individuelles et de l'égalité. Parmi les signataires de la pétition, on trouve l'association des anciens de la mosquée Zitouna, le conseil national syndical des imams des mosquées, l'association des cheikhs de Tunis, l'association des imams pour la tolérance et le rejet de la violence et l'association de prédication et de réforme. Pour les signataires de la pétition, les articles proposés par les auteurs du rapport sont contraires à la loi divine et à la Constitution du 26 janvier 2014.</p>
 <p>21-06-2018</p> <p>W.J</p> <p>realites</p>	<p>Noureddine Khadmi: » L'initiative de la commission des libertés est une Fetna »</p> <p>Intervenu ce jeudi 21 juin 2018, sur les ondes de Shems Fm, l'ancien ministre des Affaires religieuses et dirigeant au sein du parti Ennahdha, Noureddine Khadmi s'est révolté contre le rapport de la commission des libertés individuelles et de l'égalité qui comprend une série de réformes et de recommandations relatives aux libertés individuelles et de l'égalité, conçues conformément aux dispositions de la Constitution de 2014 et aux conventions internationales des Droits de l'Homme. El Khadmi a considéré cette initiative comme « une Fetna » étant donné que « ces réformes » sont contraires aux préceptes de l'Islam soulignant qu'il contactera les autorités concernées pour donner « un avis officiel » sur cette « affaire ». Le dirigeant nahdhaoui a, à ce propos, appelé Dar Al Iftaa à réagir et à donner une Fatwa à ce sujet. « Ce rapport s'oppose à l'identité des Tunisiens telle qu'elle est définie par la constitution. » a-t-il indiqué. Il a conclu que la coordination nationale pour la Défense du Coran, de la Constitution, du développement et de la justice présentera une initiative pour la protection du Sacré et une autre concernant la famille.</p>
 <p>21-06-2018</p> <p>shemsfm</p>	<p>L'UNFT condamne l'attaque dont fait l'objet la commission des libertés individuelles et de l'égalité</p> <p>L'Union nationale de la femme tunisienne (UNFT) a condamné, jeudi, l'attaque dont fait l'objet la commission des libertés individuelles et de l'égalité, réitérant son attachement aux principes de la liberté d'opinion et d'expression ainsi qu'au droit à la différence. Dans un communiqué dont une copie est parvenue à la TAP, l'UNFT a dénoncé le retour du discours takfiriste, des politiques provocatrices et des idées extrémistes qui incitent à la haine et au fanatisme, estimant que de telles pratiques sont de nature à porter atteinte aux libertés individuelles et au droit à la pensée différente et à favoriser la propagation de la violence sous toutes ses formes. L'organisation a appelé à la nécessité de faire prévaloir la culture du dialogue, d'œuvrer à diffuser l'esprit de tolérance et à renforcer la diversité intellectuelle et culturelle ainsi que l'acceptation de l'autre loin de tout ce qui pourrait répandre la</p>

discrimination et l'intolérance chez les Tunisiens L'UNFT a appelé le ministère public et les autorités compétentes de poursuivre en justice tous ceux qui tentent de transgresser la loi et quiconque appelle à la diffusion de discours de haine et de sédition entre les Tunisiens.



20 - 06 – 2018

mosaiquefm

Commission des libertés: vers la dépénalisation de l'homosexualité

En parlant du rapport de la Commission des Libertés Individuelles et de l'Egalité, Slim Laghmani a préféré énumérer les points qui intéressent le plus le citoyen Tunisien à savoir la dépénalisation de l'homosexualité qui doit passer par l'abrogation de l'article 230 du Code Pénal, l'abolition de la peine de mort et l'égalité dans l'héritage qui représentent les propositions fondamentales de la Commission. En effet, en abordant la question de l'héritage, Slim Laghmani a expliqué que dans la proposition formulée dans le rapport, il est question d'égalité devant la loi et non un choix au profit de la fille, de l'épouse, de la soeur, de la mère et du défunt et de l'époux de la défunte, d'après lui. Le droit de la personne qui est contre le principe de l'égalité dans l'héritage et qui souhaite appliquer la règle qui atteste que "l'héritage du garçon égale celui de deux filles" est reconnu et protégé; la personne devra seulement le mentionner de son vivant chez un huissier notaire. Il a continué disant que le rapport a été rédigé à la demande du président de la République, Béji Caid Essebsi, et lui a été présenté. C'est donc à lui seul de décider par la suite s'il va adopter tout ou une partie des lois et s'il va y apporter des modifications. Au cas où les propositions passent, l'étape suivante se jouera au sein du parlement car la nature des lois est législative. La Cour Constitutionnelle pourra par la suite contrôler la constitutionnalité des textes de lois. a-t-il ajouté. Il a clôturé disant qu'il est conscient de la sensibilité des sujets abordés et que les critiques et les objections qu'ils recevront relèvent de l'ordre du prévisible et du naturel. Slaheddine Jouchi, membre de la Commission, a déclaré qu'ils sont prêts à affronter les réactions des citoyens face aux réformes proposées et qu'ils se sont armés d'arguments censés et de techniques de conviction pour défendre leur vision. Il souhaite enfin être épaulé par l'élite et la société civile et compte sur le support des connaisseurs en matière de religion.

مقالات باللغة العربية



21-06-2018

إيمان بن عزيزة

alchourouk

النفاز الى العدالة .. حق لجميع المتقاضين

مثل «النفاز الى العدالة» محور المؤتمر الوطني الذي انتظم باحد نزل العاصمة تحت اشراف وزارة العدل وبالتعاون مع عدد من الجمعيات والمنظمات ذات الصلة. يعتبر النفاز الى العدالة احد اهم مبادئ سيادة القانون وهو حق اساسي في حد ذاته وشرط ضروري لحماية وتعزيز سائر الحقوق المدنية والثقافية والاقتصادية والسياسية والاجتماعية. واجمع الحضور على ان كل دولة يجب ان تعمل على ازالة كل العقبات التي تحول دون النفاز الى العدالة ووضع اطار قانوني ومؤسسي يسهل النفاز الى القانون والاعانة القضائية. وقد شرعت تونس في عملية اصلاح واسعة النطاق لمعالجة التهميش القانوني على المستوى الوطني وادرجت وزارة العدل النفاز الى العدالة ضمن محاور رؤيتها الاستراتيجية للفترة 2015 / 2020 كما وضعت واقرت خطة عمل لإصلاحات واسعة تشمل النظام القضائي والسجني من اجل تحديث اجراءات الاعانة القضائية.

واجمع الحضور على ان تعزيز النفاذ الى العدالة يقتضي تشريك مختلف الجهات الحكومية وغير الحكومية وفي تونس ينظم القانون عدد 52 لسنة 2002 وينظر مكتب الاعانة العدلية الذي يعمل تحت اشراف وزارة العدل في اجراءات الحصول عليها ويوجد داخل كل محكمة ابتدائية مكتب اعانة عدلية ويتالف من وكيل الجمهورية ومحام وممثل عن وزارة المالية وكاتب. ويتولى مكتب الاعانة العدلية مسؤولية منح الاعانة العدلية لطالبيها الذين يستوفون شروطا معينة. كما ينظم القانون طرق تدخل المحامي في المادة الجزائية من خلال التسخير او التعيين اثناء الاحتفاظ حسب شروط معينة.

وفي تصريح اعلامي قال وزير العدل غازي الجريبي ان الوزارة حريصة على تطبيق ما جاء بالدستور في ما يتعلق بالحق في النفاذ الى العدالة والحق في الفصل في القضايا في اجال معقولة واحترام مبدأ التكافل والتضامن الاجتماعي ملاحظا ان جوهر الديمقراطية هو القضاء. واذاف وزير العدل ان من اركان القضاء هو تمكين كل فئات المجتمع ودون اي تفرقة من النفاذ الى العدالة. و اشار الى ان القضاء في بعض الاحيان مكلف وبالتالي لا بد من تكريس العدالة الاجتماعية وتفعيل مبدأ المساواة امام القضاء وذكر وزير العدل بالمحاكم الجديدة التي تم انشاؤها وذلك لتقريب العدالة من المواطن ثم تطرق الى البعد الزمني اي طول نشر القضايا الذي يعتبر عائقا يعطل الوصول الى العدالة وقال ان هناك تنقيحات على مستوى الاجراءات لتمكين المتقاضين من الوصول الى حقه في اجال معقولة. واذاف الوزير ان هناك بعدا اجتماعيا اي تقريب القضاء من المواطن لتسهيل التقاضي ايضا لذوي الدخل المحدود من خلال تمكينهم من الاعانة القضائية. ولم ينف وزير العدل غازي الجريبي ان منظومة العدالة مازالت تحتاج الى اصلاحات لتفعيل احكام الدستور خاصة فيما تعلق بمبدأ التضامن ومبدأ المساواة. ومن جانبه اذاف عميد الهيئة الوطنية للمحامين عامر المحرزي ان حق النفاذ الى العدالة هو حق دستوري يجب احترامه مهما كانت صفة المتقاضي ووضعيته الاجتماعية.

أساتذة بالجامعة الزيتونية: تقرير لجنة الحريات الفردية مبادرة "فتنة" وتحرير للجنس

وصف بعض أساتذة الجامعة الزيتونية تقرير لجنة الحريات الفردية والمساواة ومقترحاتها المتعلقة ببعض الحريات والمبادئ والحقوق بـ"مبادرة الفتنة". واعتبر أساتذ علم المقاصد بالجامعة الزيتونية نور الدين الخادمي وأستاذة القرآن وعلومه بالجامعة الزيتونية والمحامية سناء حداد، في بيان أعدوه اثر مؤتمر صحفي انتظم اليوم بالعاصمة، وتلقت حقائق أون لاين نسخة منه، أن "المشروعين القانونيين المتعلقين بمشروع مجلة الحقوق والحريات الفردية ومشروع قانون القضاء على التمييز ضد المرأة وبين الأطفال ، يستهدفان السلم الاجتماعي والأمن الثقافي للمجتمع التونسي ويجعلان من مبادرة رئيس الجمهورية مشروعاً انقلابياً على نمط المجتمع ومشروعاً مثيراً للفتنة وللصراع الاجتماعي". ولاحظ أساتذة الجامعة الزيتونية أن بعض مضامين مشروع القانونين يتعارضان مع الشرع من حيث ادعاء اعتماد الاجتهاد المقاصدي مقابل تغييب كل اختصاص شرعي في اللجنة المكلفة بتقديم المبادرة بما في ذلك المختصين في المقاصد مع تغييب الاستماع لمؤسسة الإفتاء والمجلس الإسلامي الأعلى معتبرين أن للاجتهاد رجاله وشروطه ، وأحكام الاحوال الشخصية تفصيلية في القرآن لا مجال فيها للاجتهاد ، وفق نص البيان. كما اعتبروا أنه قد تم في المشروعين المذكورين الاستدلال بآيات قرآنية بتفسير لغوية خاطئة وتضمن مغالطات في قراءة أحكام المواريث وتغييرها بينما هي ليست مسائل دنيوية ، بل في علاقة بالعقيدة والعبادات (ما يستهدفه هذا التقرير بالتغيير هو الدين والعقيدة نفسها) وبالتالي قطعية الدلالة لا مجال فيها للاجتهاد .

واعتبر الموقعين على البيان أن إلغاء عقوبة الإعدام والتخلي عن مفاهيم الأخلاق والحياء في المنظومة القانونية التونسية وبالتالي التخلي عن وجود جرائم أخلاقية يتعارضان مع الشرع. وشددوا على أن "إلغاء جرمي اللواط والمساحقة وإقرار برامج التوعية العامة التي تزيل الوصم عن الشاذين بينما الشذوذ الجنسي جريمة ضد الطبيعة والفطرة والشرع والإنسانية"، حسب نص البيان. وانتقدوا مقترحات إقرار الحرية المطلقة للفنانين وللأساتذة الجامعيين دون أي اعتبار تقديم جريمة و إلغاء كل كلمة فيها شرع أو مسلم من القوانين التونسية وإلغاء وجوبية المهر في الزواج وإلغاء العدة و إلغاء القوامة وحمل واجب الأنفاق على الزوج . كما اعتبروا أن التقرير تخلى عن الضوابط الشرعية في الزواج وفي الحضنة

حقائق
أون لاين

20-06-2018

hakaekonline

مما يفقد المرأة حقها في نفقة زوجها أو طليقها وحقها في احتضان أطفالها وتغيير نظام الانتساب القائم على لقب الأب مما يؤدي إلى اختلاط الأنساب.

التعارض مع الدستور والإخلالات القانونية

واعتبر ذات البيان أن تقرير لجنة الحريات الفردية يتعارض مع الفقرة 3 من التوطئة التي تضبط ان المرجعية الأولى للدستور هي المرجعية الإسلامية ومع الفصل 146 الذي يفرض تأويل الدستور كوحدة منسجمة. ولاحظ أنه لم يتم اعتماد الفصل 1 باعتباره يلزم الدولة باحترام الإسلام دين الدولة والشعب ويعتبرونه وصفا لا حكما فهل النظام الجمهوري وصفي أيضا ولم يتم احترام الفصل 49 الذي يضع حدودا للحقوق والحريات ومحاولة تمييزه كما لم يتم احترام الفصل 39 الذي يلزم تجذير الناشئة في الهوية العربية الإسلامية. وتم في ذات البيان التأكيد على أنه لم يتم احترام الفصل 6 الذي يلزم الدولة بحماية المقدسات ، وهذا المشروع يمس من العقيدة ومن دين المجتمع التونسي كما لم يتم احترام الفصل 7 فالدولة ملزمة بحماية الأسرة وهذا المشروع يفكك الأسرة عبر اعتبار الحريات الفردية حريات مطلقة وعبر اعتبار أن كل شخص حر في جسده وفي المقابل إلغاء حقوق عديدة للمرأة مثل النفقة والحضانة يتناقض مع الفصل 46 الذي ينص على حماية مكتسبات المرأة واعتماد كامل المنظومة الكونية لحقوق الإنسان في ترابطها يتعارض مع الدستور الذي يتحدث فقط عن حقوق الإنسان الكونية السامية.

انعكاسات على المجتمع التونسي

رأى أستاذي الجامعة الزيتونية والمحامية سناء حداد أن تقرير لجنة الحريات الفردية سيكون له انعكاسات سلبية على المجتمع التونسي وأولها طغيان حقوق الفرد على حقوق المجموعة وامنح حرية جنسية مطلقة وتقسيم المجتمع بين متدين يختار المنظومة الشرعية وغير متدين يختار المساواة ، انتشار الاستقطاب الأيديولوجي ، في الأسرة وداخل المجتمع وتفكيك الأسر وتآزيم وضع المرأة بإلغاء حقها في مال زوجها (النفقة) وإضافة واجب آخر هو الإنفاق على الأطفال، حسب ذات البيان واعتبروا أن إلغاء أولوية الحضانة لأم يؤدي إلى القبول بالاضطهاد والعنف من جانب المرأة حتى لا تحرم من أبنائه وأن اكتساب الرجل حق جديد وهو واجب على المرأة مشاركته في الإنفاق على الأسرة وسقوط حقها في النفقة في الزواج وفي الطلاق. وسينتج عن تقرير لجنة الحريات الفردية، حسب موقف الموقعين على البيان، تقاتل حول الميراث بين الأبناء حيث لا يقبلون بالقوانين الوضعية في ظل الأحكام الإلهية وتجاوز كل الاعتبارات الأخلاقية باسم الحريات الفردية ومس من الأمن الثقافي والسلم الاجتماعي.

المحكمة الدستورية ومعضلة الانتخاب في مجلس نواب الشعب: جلسة عامة الأسبوع القادم والمبادرة التشريعية لم تناقش بعد

المغرب
21-06-2018

21-06-2018

نورة الهدار

[lemaghreb](http://lemaghreb.com)

تتواصل رحلة انتظار تركيز المحكمة الدستورية التي تعتبر من ابرز الهيئات القضائية التي نصّ عليها الدستور الجديد باعتبارها ضامنة لعلويته،اليوم مرت أكثر من سنتين على مصادقة مجلس نواب الشعب على القانون الأساسي عدد 50 المؤرخ في 3 ديسمبر 2015 المنظم لهذا الهيكل ولكن منذ ذلك التاريخ دخل مسار المحكمة الدستورية في منعرج شبه مظلم ولم يتوصل مجلس نواب الشعب إلى انتخاب أربعة من أعضائها حيث لم تنجح التوافقات مما اضطرّ اللجنة الانتخابية إلى فتح باب الترشيحات من جديد ولكن في المقابل هناك مبادرة تشريعية لتعديل القانون لا تزال لدى لجنة التشريع العام، ومن جهة أخرى فإنه من المنتظر أن تعقد جلسة عامة الأسبوع القادم لانتخاب الأعضاء الثلاثة المتبقين علما وأن المجلس قد توصل إلى انتخاب عضو وحيد في مارس المنقضي. تتركب المحكمة الدستورية طبقا للقانون الأساسي عدد 50 المؤرخ في 3 ديسمبر 2015 المنظم لها من 12 عضوا يتم انتخابهم بالتساوي بين كلّ من مجلس نواب الشعب، المجلس الأعلى للقضاء ورئاسة الجمهورية.

بعد تأجيل انتخابات الأعضاء الأربعة للمحكمة الدستورية من قبل مجلس نواب الشعب في أكثر من مناسبة وذلك بسبب عدم توصل الكتل النيابية إلى توافقات فيما بينها وبعد عدة جلسات تم تعيين جلسة عامة لانتخاب أربعة من بين المترشحين وذلك في شهر مارس الماضي ولكن سرعانما تحوّل التوافق إلى اختلاف ولم ينجح المجلس إلا في انتخاب عضو وحيد هذا وقد تم إجراء ثلاث دورات متتالية، أمام هذه الوضعية ما كان على اللجنة الانتخابية إلا أن تعيد فتح باب الترشيحات من جديد طبقا للفقرة الثالثة من الفصل العاشر لقانون المحكمة الدستورية الذي ينصّ على أن «ينتخب مجلس نواب الشعب الأعضاء الأربعة بالاقتراع السري وبأغلبية الثلثين من أعضائه فإن لم يحرز العدد الكافي من المرشحين الأغلبية المطلوبة بعد ثلاث دورات متتالية يفتح باب الترشيح مجددا لتقديم عدد جديد من المرشحين بحسب ما تبقى من نقص مع مراعاة الاختصاص في القانون من عدمه». في هذا السياق فقد أعلن طارق الفتيتي رئيس اللجنة الانتخابية في تصريح سابق لـ«المغرب» أن عدد المترشحين بلغ 11 مترشحا منهم 7 مترشحين في اختصاص القانون، كما أوضح بأنه من المنتظر أن يعقد مجلس نواب الشعب جلسة عامة الأسبوع القادم وتحديدا يوم 26 جوان الجاري وذلك لانتخاب الأعضاء المتبقين وهم 3 من بين أربعة ينتخبهم المجلس علما وان العدد الجملي لتكريبية المحكمة الدستورية هو 12 عضوا.

ماذا عن المبادرة؟

في الوقت الذي يتحدث فيه رئيس اللجنة الانتخابية صلب مجلس نواب الشعب عن موعد جلسة عامة لانتخاب بقية أعضاء المحكمة الدستورية فإنه هناك مبادرة تشريعية تم اقتراحها منذ فترة وذلك ممن اجل تنقيح القانون الأساسي عدد 50 المؤرخ في 3 ديسمبر 2015 المتعلق بالمحكمة الدستورية للخروج من هذا المأزق، هذه الوثيقة اليوم في رفوف لجنة التشريع العام حيث من المنتظر وضعها على طاولة النقاش بعد الانتهاء من مناقشة مشروع قانون تنقيح قانون مكافحة الإرهاب وغسيل الأموال، ولكن هل تتوصل اللجنة إلى المصادقة على تلك المبادرة التشريعية قبل موعد الجلسة العامة خاصة وأنها (أي المبادرة) أثارت جدلا واسعا وتباينت بخصوصها المواقف فهناك من اعتبرها الحل الأنسب للخروج من هذه الأزمة واستكمال مسار تركيز المحكمة الدستورية التي طال انتظارها، في المقابل هناك من يرفضها رفضا قاطعا على غرار جمعية القضاة التونسيين التي نّهت إلى تكرار سيناريو المجلس الأعلى للقضاء.




21-06-2018

shemsfm

اعتبرتها في 'حالة عود': الهايكا تسلط عقوبة مالية على قناة نسمة بسبب 'خليل تونس'

قرر مجلس الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري اعتبار قناة "نسمة" في حالة عود وتخطئتها بمبلغ قدره مائتان وخمسون ألف دينار. وبينت الهايكا في بلاغ لها نشرته اليوم الأربعاء، أن القناة التلفزيونية الخاصة لم تمتثل لقرار سابق بإيقاف برنامج "خليل تونس"، حيث تواصل بثه يوميا طيلة شهر رمضان وتمّ من خلاله تغطية نشاط جمعية "خليل تونس" بيثّ صور عن موائد إفطار توقّرها الجمعية لضعاف الحال في فقرة أولى من البرنامج ثم في فقرة ثانية يتم عرض حالة اجتماعية يتولى نبيل القروي التعليق عليها كضيف قار ويتعهد بإيجاد حلول لها من خلال الاتصال ببعض المسؤولين أو توجيه نداء إلى متابعي البرنامج للتبرع على الحساب الجاري للجمعية. كما اعتبرت أنّ الظهور المتواتر لـ"نبيل القروي" في برنامج "خليل تونس" الذي تبثه القناة التلفزيونية الخاصة "نسمة" يعد من قبيل الدعاية والتسويق لصورته الخاصة ذلك أنه أحد المساهمين في رأس مال شركة "نسمة برودكاست" المستغلة للقناة ومؤسسها ووكيلها السابق بالإضافة إلى اقراره بأنه فاعل سياسي هام.

 <p>21-06-2018</p> <p>mosaiquefm</p>	<p>ردًا على قرار الحكومة: جامعة المتقاعدين تندد بسياسة "الحقرة والتجويج"</p> <p>نددت الجامعة العامة للمتقاعدين في بيان اليوم الخميس 21 جوان 2018، بما أسمته "سياسة الحقرة والتجويج تجاه المتقاعدين" ردا على مصادقة مجلس الوزراء المنعقد أمس على مراجعة النظام القانوني للتقاعد وعلى التوجهات المتعلقة بإصلاح بعض مقاييس نظام الجرايات في القطاعين العمومي والخاص كالترفيغ في سن التقاعد وتمويل نظام التقاعد. كما دعت المتقاعدين في البيان ذاته، إلى الدّخول في اعتصام وطني مفتوح أمام وزارة الشؤون الاجتماعية واعتصامات جهوية وذلك انطلاقا من يوم الأربعاء المقبل 27 جوان وإلى غاية تلبية المطالب المشروعة لهذه الشريحة الاجتماعية.</p>
---	---

Le 20-06-2018

<http://adlittn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>20-06-2018</p> <p>Mohamed Elarbi Nsiri Historien des mentalités et des religions en Afrique du Nord</p> <p>huffpostmaghreb</p> <p>b</p>	<p>Comment peut-on assumer notre liberté?</p> <p>"Pour une grande partie des tunisien(ne)s, c'est toujours l'Autre qui est cause des maux de notre quotidien" Nous sommes libres maintenant depuis la chute de l'Ancien Régime. Nous le sommes et nous voulons l'être. Cette volonté citoyenne oriente le quotidien de notre société depuis quelques années. On critique souvent tel ou tel aspect de la démocratisation rapide de la vie politique, certains même critiquent la démocratie en tant que telle, mais tous les efforts du clan conservateur n'ont réussi tout au plus qu'à ralentir sa visibilité de la scène publique. Donc, nous volons être libres. Nous nous donnons à nous-même l'ordre d'être démocrates et pluralistes. Mais si cette volonté est à l'œuvre depuis quelques années, cela signifie que nous ne sommes pas encore parvenus à être vraiment libres d'esprit! Si cette volonté, cette injonction d'être libre, ne cesse de bouleverser les conditions de la vie politique, de faire succéder les gouvernements aux gouvernements, sans jamais parvenir à se satisfaire, sans jamais parvenir à un point où nous puissions nous reposer en disant: "voici enfin le terme de notre voyage...voici l'eldorado de la liberté", si cette volonté ou cette injonction ne se saisit jamais de son objet, qu'est-ce que cela veut dire? Comment avons-nous pu vouloir pendant ce temps et accepter d'être si souvent déçus? Est-ce que, peut-être, nous ne saurions pas ce que nous voulons vraiment? Aussi familiers que soient pour nous les signes ou les critères extérieurs de la liberté, qu'il du pluralisme partisan et associatif, du pluralisme médiatique ou de l'organisation des élections démocratiques, nous ne savons pas encore ce qui est le fond philosophique qui se cache derrière ces pratiques. Nous sommes donc sous l'empire d'une évidence qui est pourtant rebelle à l'explication. Nous sommes sous un commandement, celui des News, et nous nous demandons en quoi il consiste exactement ou finalement le fait d'être libre! Certains sont tentés de renoncer à l'interrogation! Ils suggèrent que nous sommes sortis de l'ère du totalitarisme pour entrer dans l'ère du post-totalitarisme. Nous aurions renoncé au rêve, à l'imagination et au grand récit! Nous éprouvons une certaine fatigue, il est vrai, après</p>

tant de sacrifices, mais la question est intacte, et son urgence ne dépend pas des dispositions du questionneur. Il faut sans cesse continuer à rêver et surtout à poser les bonnes questions, si du moins nous avons le souci de nous comprendre nous-mêmes. Et si nous n'avons pas la prétention de changer la réalité d'ici et maintenant, ayons du moins l'ambition de redonner vie au rêve. Mais comment procéder? On sait qu'il existe ce que l'on appelle une opinion collective, on a bien conscience que l'on vit en relation avec les autres et que, de ce fait, on appartient à un groupe social, mais on a tendance à croire que l'on est unique! Pourtant, paradoxalement, lorsque l'on juge l'Autre, on le fait à travers notre univers social ou à travers le groupe auquel on pense qu'il appartient. La question n'est pas ici de savoir si ces propos sont justifiés ou non, mais d'y percevoir quelques constantes qui circulent dans la subconscience collective de la société tunisienne: Pour une grande partie des tunisien(ne)s, c'est toujours l'Autre qui est cause des maux de notre quotidien (entendez de soi) ; cet autre est toujours catégorisé sous une dénomination globale (Occident, mécréant, traîtres...), ce qui permet d'énoncer une affirmation généralisante qui se veut vérité indiscutable ; dans tous ces cas est revendiqué en même temps un Moi qui s'oppose aux Autres, un Moi qui est la plupart du temps en situation de victime! Cela montre que la société tunisienne postrévolutionnaire a du mal à penser rationnellement. La tendance à revendiquer les singularités, devenues parfois folkloriques (3000 ans d'Histoire, premier pays arabe à concrétiser tel ou tel acquis et à réaliser tel ou tel exploit...), est un signe de stagnation et de repli vers un passé considéré comme glorieux. On a maintenant besoin d'être cet Autre qui ne soit pas Moi, tout en protégeant ce Moi. C'est dans cette contradiction que se construit la conscience à la fois identitaire, individuelle et collective. Mouvement radical mais également mouvement de progrès, ce rejet dans l'attrance est la condition sine qua non pour comprendre soi-même afin de comprendre ce que signifie être libre aujourd'hui. C'est ainsi que, persuadé que l'on est soi-même, on sera amené à éviter les jugements de valeur pour analyser rationnellement notre réalité et pour pouvoir évaluer la caste dite "politique" car il n'y a pas prise de conscience de sa propre existence sans perception de l'existence d'un autre qui soit différent. La perception de cette différence est nécessaire pour comprendre où sommes-nous et où irons-nous. C'est cette comparaison avec de l'Autre qui oblige les peuples à se regarder dans le miroir du quotidien pour détecter les différents points de faiblesses. Donc assumons-nous notre liberté, loin de cette pensée moyenâgeuse qui résiste encore au changement, pour pouvoir repenser à haute voix le rêve d'un certain 14 janvier 2011.



20-06-2018

M.B.Z

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

Abdelbasset Ben Hassan : La Tunisie accueille actuellement près de 1000 réfugiés

« Le projet de loi portant sur les réfugiés a été initié par le ministère de la Justice en 2012, il est le couronnement de la politique tunisienne adoptée depuis toujours en la matière. La Tunisie a toujours été une terre d'accueil et son expérience de 2011 a été saluée par le monde entier » a déclaré, ce mercredi 20 juin 2018, journée mondiale des réfugiés, le président de

épouse celui-là ! », se sont amusés à écrire certains internautes. Dans une autre vidéo tournée pendant le match ayant opposé la Tunisie à l'Angleterre le 18 juin courant, un supporter tunisien n'a pas réussi à dissimuler sa joie de voir Ferjani Sassi revenir au score grâce à un penalty. Il était tellement heureux qu'il n'a pas pu s'empêcher d'embrasser une stadière russe juste devant lu



20-06-2018

shemsfm

USA : Une journaliste fond en larmes en annonçant l'existence d'un camp pour enfants migrants

La journaliste américaine, présentatrice du Rachel Maddow show sur la chaîne MSNBC, a fondu en larmes hier soir, en annonçant en direct l'information selon laquelle les enfants de migrants, y compris les bébés, seraient séparés de leurs parents aux Etats-Unis, et envoyés dans des camps de transit. Emue, la journaliste n'a pas pu poursuivre la lecture de la dépêche. Elle a ensuite présenté ses excuses sur Twitter et a partagé le texte informant de l'existence aux Etats-Unis de camps pour bébés à la frontière mexicaine. «Des dirigeants de l'administration Trump ont envoyé des bébés et des jeunes enfants séparés de force de leurs parents dans au moins trois refuges 'âge tendre' dans le sud du Texas. Les avocats et le personnel médical qui sont allés dans les refuges ont décrit des enfants en pleurs et en crise dans les salles de jeux».



20-06-2018

mosaiquefm

Jeribi: le dossier de la résidence surveillée est réglementaire

Le ministre de l'intérieur par intérim a déclaré sur les ondes d'Express FM qu'en ce qui concerne l'assignation en résidence surveillée que tout était réglementaire. Il a rappelé au passage que des décisions d'assignation en résidence surveillée avaient été signées par le ministre de l'Intérieur limogé, Lotfi Brahem. Ghazi Jeribi affirme en outre qu'aucune personne n'est actuellement en résidence surveillée en rapport avec un dossier de malversation. Le ministre n'a pas précisé le nombre de concernés, en liaison avec le terrorisme.

مقالات باللغة العربية



20-06-2018

عادل عكرمي

alchourouk

فظيحة في قفصة: اغتصاب وحشي لعجوز الـ90 في ثاني أيام العيد

جريمة فظيعة شهدها احد احياء مدينة قفصة بعد ظهر ثاني ايام عيد الفطر تمثلت في تحويل وجهة عجوز تبلغ من العمر 91 سنة نحو احد الاودية بوسط المدينة واغتصابها بطريقة وحشية تسببت لها في اضرار بدنية خطيرة وقد باشرت فرقة الشرطة العدلية بقفصة المدينة هذه القضية وتمكنت في مساء نفس اليوم من ايقاف شخص محل شبهة واحالت ملف القضية الى التحقيق وحسب المعطيات المتوفرة للشروق من الجهات الامنية المتابعة للموضوع فإن هذه العجوز كانت قد نزلت من سيارة تاكسي قاصدة منزل ابنتها بأحد احياء المدينة فاتجه نحوها الجاني موهما اياها بإيصالها الى مقصدها لكنه حول وجهتها الى واد قريب واعتدى عليها اعتداء فاحشا تسبب لها في اضرار بدنية فظيعة ولاذ بالفرار وتجدد الاشارة الى ان هذا الملف تباشره حاليا الجهات القضائية لوضع النقاط على الحروف في خصوص هذه القضية التي هزت الرأي العام بالجهة منذ ثاني ايام عيد الفطر.

مقترحات تشريعية تتعلق بالتظاهر بالفاحشة وإظهار المناطق الحميمة في الجسد

كقائف
أون لاين

20-06-2018

بسام حمدي

hakaekonline

قال عضو لجنة الحريات الفردية والمساواة عبد المجيد الشرفي، اليوم الاربعاء، إن اللجنة قدمت مقترحات في تقريرها تخص تجريم التظاهر بالفاحشة والمس من الأخلاق الحميدة. وأفاد الشرفي، في تصريح لحقائق أون لاين على هامش ندوة انظمت بقصر الضيافة بقرطاج، بأن التشريع القانوني المتعلق بالأخلاق الحميدة والتظاهر بالفاحشة به مصطلحات فضفاضة على غرار "التظاهر بالفحش"، وفق قوله. وذكر أن تقرير لجنة الحريات الفردية والمساواة قدم مقترحات تخص هذه المسألة وتتمثل في تعويض مصطلحات "المس بالأخلاق الحميدة والتظاهر بالفاحشة" بتجريم "إظهار مواطن الحميمة في الجسد لغاية إثارة الغير". وقال "إن مقترح اللجنة لم يحدد المناطق الحميمة في الجسم لأنها معروفة لدى الجميع". كما اعتبر عبد المجيد الشرفي أن القانون الدولي يتضمن مصطلحات دقيقة ومضبوطة تخص الأخلاق الحميدة. وللإشارة فإن القانون التونسي ينص، وتحديدا في الفصل 226 من المجلة الجزائية، على أنه "يعاقب بالسجن مدة ستة أشهر وبخطية قدرها ثمانية وأربعون دينارا كل من يتجاهر عمدا بفحش". وفي سياق متصل، بين الشرفي أن اللجنة حاولت ملاءمة مقترحاتها مقتضيات الدستور والمعاهدات الدولية والمنحى التحديثي الذي سارت فيه تونس منذ القرن 19 وأخذت بعين الاعتبار الحساسية الدينية والمواقف الدينية المحافظة. وأفاد بأن أعضاء لجنة الحريات الفردية والمساواة تحاوروا مع أساتذة جامع الزيتونة في خصوص الحريات الفردية المتعلقة في بعض جوانبها بالدين. واعتبر محدثنا ان تقرير لجنة الحريات الفردية والمساواة حول تطبيق الحريات والمساواة ليس اجتهادا في نطاق الدين بل هو اجتهاد في اطار تحديثي للمجتمع التونسي.

نفقات المساجد: ديون ثقيلة لدى المؤسسات العمومية

نواات
nawaat

20-06-2018

ريم بن رجب

nawaat

يعتبر الفضاء المسجدي في تونس فضاءً هشا، وقد مكّنت هشاشته من تغذية صراعات السيطرة على منابره من قبل مجموعات دينية متشددة، مما أدى إلى عزل العديد من الأئمة. وتكمن هشاشة هذا الفضاء الديني في القوانين المنظمة له والتي تعود إلى الثمانينات ولم يتم تنقيحها وتكييفها مع السياق السياسي الجديد، إلى جانب سوء التصرف إذ أن العديد منها عشوائي وبلا رخصة. باتت المساجد جملًا ثقيلًا على الدولة على اعتبار أنها المسؤولة على مصاريف الصيانة ودفع فواتير الكهرباء والماء ودفع مرتبات الإطار المسجدي الذي يبلغ 20170 إطارا موزعين بين عمال نظافة وأئمة خطباء وأئمة خمس. الإحتفال بعيد الفطر في جامع مالك ابن أنس بقرطاج، الجمعة 15 جوان 2018. من اليمين إلى اليسار: مدير الديوان الرئاسي سليم العزابي، رئيس الحكومة يوسف الشاهد، رئيس الجمهورية الباجي قائد السبسي، رئيس مجلس نواب الشعب محمد الناصر، وزير الشؤون الدينية أحمد عطوم ومفتي الجمهورية عثمان بطيخ الدولة لم تعد قادرة على تحمّل مصاريف المساجد بسبب سوء تصرف بعض المصلّين الذين يستغلّون بيوت الله للنوم وتشغيل المكيفات طوال الموسم الصيفي. هذا ما صرحت به لنواة نجاه الهمامي، المكلفة بالإعلام في وزارة الشؤون الدينية، مضيفة بالقول "يجب ترشيد بناء المساجد فمن غير المعقول أن يكون لدينا مساجد وجوامع في حاجة إلى الصيانة وإعادة الترميم ونقوم ببناء أخرى جديدة". هذا وقد سبق أن أشار أحمد عطوم وزير الشؤون الدينية في جلسة استماع أمام لجنة الحقوق والحريات بالبرلمان في نوفمبر 2017، إلى "أهمية ترشيد بناء المساجد على اعتبار أنها تتطلب مصاريف إضافية تتعلق بالصيانة وأجور القائمين عليها، وهي تكاليف لا تستطيع الدولة تحمّلها". ومن جانبه صرّح مستشار وزير الشؤون الدينية حكيم عمايري أنّ "العديد من المساجد التي يقوم ببنائها المواطنون على نفقتهم الخاصة تتجاوز طاقة استيعابها في أحيان كثيرة عدد السكان بالجهات أو الأحياء التي يتم تشييدها فيها"، مضيفا أنّ "هذه المساجد تُنقل كاهل الوزارة لاحقا فيما يتعلّق بمصاريف الصيانة، فضلا عن أنّ عددا منها تمّ تشييدها بطريقة عشوائية وتجد الوزارة نفسها مجبرة على إدراجها ضمن قائمة الجوامع التي تشرف عليها".

دين يقارب ضعف ميزانية التصرف

ويُقدر عدد المساجد والجوامع المرسمة بالملك العمومي بمختلف أنحاء البلاد بـ5890 مسجدا وجامعا، دون اعتبار المساجد

التي لا تزال في طور البناء، وهو ما يُثقل كاهل وزارة الشؤون الدينية التي تواجه صعوبات مالية بسبب ارتفاع ديونها لدى العديد من المؤسسات العمومية. في هذا السياق قمنا بتقديم مطالب نفاذ إلى المعلومة إلى كل من الشركة التونسية للكهرباء والغاز والديوان الوطني للتطهير والشركة الوطنية لاستغلال وتوزيع المياه التي رفضت قبول مطلبنا، لمعرفة ديون وزارة الشؤون الدينية لدى هذه المؤسسات. لم تردّ على مطلب النفاذ إلى المعلومة سوى الشركة التونسية للكهرباء والغاز، والتي أفادتنا أنّ مبلغ الدين المُتخّذ بذمة الوزارة يناهز 21 مليون و195 ألف دينار إلى موفى شهر ديسمبر 2017، في حين أنّ الاعتماد المفتوح بميزانية التصرف لسنة 2018 والمخصّص لدفع فواتير الماء والكهرباء يقدر بـ11 مليون و35 ألف دينار فقط، وذلك بحسب مراسلة من وزارة الشؤون الدينية في ردّ على مطلب للنفاذ إلى المعلومة تقدّمنا به لمعرفة المبلغ الذي تخصّصه الوزارة لسدّ هذه النفقات. جامع مالك بن أنس، سابقا جامع العابدين. إفتتح يوم 11 نوفمبر 2013 وتتجاوز مساحته 5700 م². تم تشييده خدمة لأغراض دعائية سياسية

بين دور الدولة ودور المواطن

وتمرّ عملية بناء المسجد أو الجامع بمراحل مختلفة تكون فيها رخصة البناء ضرورية لأنها تمكّن الراغبين في ذلك من جمع المال من المواطنين. وقبل الشروع في بناء المسجد تتشكّل هيئة للإشراف على عملية البناء، تتكوّن من رئيس وكاتب عام وأمين مال يحزرون مطلبا في غرض بناء جامع بعد تحديد قطعة الأرض التي سيبنى عليها وتكون عادة من تبرّع أحد المواطنين. ويُذكر أن البلدية تحيل مطلب البناء إلى الولاية المعنية بالموافقة أو الرفض وهي التي تصدر قرار جمع الأموال لبناء المسجد. وتقدّم الدولة منحة رمزية لبناء المساجد أو الجوامع لكنّ المواطنين هم من يتكفّلون بمعاليم البناء، في حين تتكفّل وزارة الشؤون الدينية بدفع فواتير الماء والكهرباء ودفع أجور الإطار المسجدي وهم: المؤذن وإمام الخمس والإمام الخطيب والقائم بالشؤون (عامل النظافة). وحسب الفصل الأوّل من القانون عدد 34 لسنة 1988 المؤرّخ في 3 ماي 1988 والمتعلّق بالمساجد فإنّه يعتبر مسجدا البيت الذي تقام فيه الصلوات الخمس والنوافل من طرف العموم ويوصف بالمسجد الجامع، المسجد الذي تقام فيه كذلك صلوات الجمعة وعيد الفطر وعيد الأضحى. مجموعة من أعضاء الحكومة ومستشاري رئيس الجمهورية ليلة ختم سرد الحديث النبوي، الاثنين 11 جوان 2018 بجامع الزيتونة

وضعيّات عشوائية وشغورات في الخطط المسجديّة

وأمام هذا الوضع، تحاول وزارة الشؤون الدينية تسوية وضعية المساجد المبنية بشكل عشوائي أو تلك التي بها مشاكل عقارية وذلك بالتنسيق مع الأطراف المعنية من رئاسة الحكومة وكتابة الدولة لأملاك الدولة وولاية وبلديات. وطبقا لآخر الاحصائيّات التي وفّرتها لنا وزارة الشؤون الدينية فإنّ عدد الجوامع والمساجد المبنية دون ترخيص يبلغ 352 مسجدا وجامعا، من بينهم 125 جامعا ومسجدا تمّت تسوية وضعيّتهم القانونيّة، و165 في إطار التسوية و62 آخرون لم تصل مطالب تسويتهم إلى الوزارة.

الجوامع والمساجد المبنية دون ترخيص

352 مسجدا وجامعا

125125

165165

6262

تمّت تسوية وضعيّتهم القانونيّة

في إطار تسوية الوضعية

لم تصل مطالب تسوية الوضعية

ولا تخلو عملية بناء هذه المساجد من السمسة والتحيل، فالعديد من الأشخاص يقومون بجمع التبرعات من أجل بناء جامع أو مسجد دون أن يكون لديهم ترخيص في الغرض، مع العلم أنّ دفتر الصلوات المرخص له يكون مختوما بختمين من لجنة بناء الجامع ومن القباضة المالية. ويقوم المتحيلون بنسخ دفتر الصلوات وجمع التبرعات دون حسيب أو رقيب مطمئنين إلى أنّ المواطنين لن يقوموا بالتثبت في الصلوات التي تسلّم لهم بعد عملية التبرّع، وقد شدّدت نجاة الهمامي، في تصريحها لنواة، على "وجوب التثبت من هذه الصلوات ومن الأختام الموجودة عليها". وتعاني بعض المساجد والجموع، حسب محدثتنا، من شغورات في الخطط المسجديّة ويعود هذا إلى مرحلة ما بعد الثورة وأزمة السيطرة على المساجد من قبل مجموعات متشدّدة، موضحة أنّه لا توجد مساجد أو جموع خارج سيطرة الدولة ولكن بعضها ظلّ دون أئمة بعد إزاحتهم من قبل متشدّدين، وهذا ما يحيل إلى أزمة عزوف الكفاءات العلميّة عن الترشح لمنصب إمام خمس أو إمام جمعة وهو ما دفع بوزارة الشؤون الدينيّة إلى مراسلة وزارتي التربية والتعليم العالي من أجل حثّ المدرّسين والأساتذة المهتمّين بالإمامة على الترشح لهذه المناصب حتى لا يتمكنّ بعض المتشدّدين الدينيّين من إعادة السيطرة على منابر المساجد مجدداً.



20-06-2018

shemsfm

القيروان: المحكمة ترفض طلب عائلة بتزويج ابنتهم من شاب اغتصبها

اذن قاضي الأسرة اليوم الخميس بالمحكمة الابتدائية بالقيروان بايقاف الشاب الذي حول وجهة طفلة 15 عام اصيلة إحدى معتمديات بالقيروان، والتسبب في حملها منه. في حين رفضت المحكمة طلبا تقدمت به العائلة قصد تزويجها من مغتصبها. وكان مندوب حماية الطفولة بالقيروان حال تلقيه إشعارا باختطاف طفلة من قبل شاب عشريني واحتجازها بمكان مجهول والاعتداء عليها جنسيا مما تسبب في حملها وهي في سن الطفولة. وقد تم اصدار بطاقة تفتيش في حق الشاب الذي تحصن في مرحلة اولى بالفرار قبل تسليم نفسه الى القضاء بناء على طلبه الزواج من الطفلة. وعلى اثر تقديم الشاب للقضاء تم اصدار بطاقة ايداع بالسجن في شأنه من اجل اغتصاب قاصر برضاها. من جهة ثانية رغبت العائلة في تسوية القضية مع الشاب وتزويجه ابنتهم الحامل رغم اعتراض مندوب حماية الطفولة. وقد رفضت المحكمة طلب العائلة خصوصا بعد صدور قانون مناهضة العنف المسلط على المرأة. وقد احتضنت العائلة ابنتهم في حين تعهدتها مندوبية المرأة بالمرافقة النفسية.

قراش:القوانين متخلفة عن نص الدستور في ما يخص الحريات والمساواة

اعتبرت الناطقة الرسمية باسم رئاسة الجمهورية سعيدة قراش، أن عمل لجنة الحريات الفردية والمساواة شمل مجالات عديدة، قائلة إنه من المنتظر أن يُحدث تجسيم هذه المقترحات في حال المصادقة عليها بالبرلمان، تغييرا عميقا في تونس. كما أشارت قراش إلى أن رئيس الجمهورية سيتولى اختيار صيغة مشاريع القوانين التي سيتم عرضها للنقاش على أعضاء مجلس النواب، موضحة أن عمل لجنة الحريات الفردية والمساواة سيستعمل من أجل تقديم مشاريع قوانين في علاقة بالحريات والمساواة. وأضافت أن الغاية من عمل هذه اللجنة هو إحداث التناسق بين النص الدستوري بما يكرسه من حقوق والنص القانوني المتخلف عن الدستور في هذا المجال.



20-06-2018

mosaiquefm

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 19-06-2018</p> <p>Farhat Othman</p> <p>huffpostmaghreb.com</p>	<p>Après le rapport de la COLIBE, le projet de loi en matière d'égalité successorale et d'homophobie</p> <p>La COLIBE n'a pas vraiment rendu service aux droits et libertés dont elle était censée faire avancer de suite la cause. La COLIBE (Commission des libertés individuelles et de l'égalité) a rendu son rapport qui, pour être ambitieux et quasiment exhaustif en matière de droits et de libertés privées, ne manque pas moins l'essentiel : comment mettre en vigueur rapidement ces droits et libertés.</p> <p>Un rapport monstrueux</p> <p>En délivrant un rapport monstrueux, au sens à la fois étymologique de ce qui est très important et extraordinaire, mais aussi ce qui effraie et horrifie, la COLIBE n'a pas vraiment rendu service aux droits et libertés dont elle était censée faire avancer de suite la cause. Car son rapport est tout simplement inapplicable dans l'immédiat, y compris et surtout dans sa partie la plus révolutionnaire, le Code des droits et libertés individuelles; en tout cas pas immédiatement. Or, la situation terrible des libertés individuelles en Tunisie ne saurait attendre plus longtemps. Et on attendait des propositions concrètes, susceptibles d'être mises à l'oeuvre sans plus tarder; on se retrouve avec un pavé qui fait plus office de recherche académique qu'oeuvre législative. Même la raison immédiate de la constitution de cette commission, qui est l'égalité successorale, ne sort pas assurée d'être réalisée, puisque la COLIBE ne propose rien qui soit à proposer immédiatement et en l'état au vote. Le Code concocté ne saurait, comme de bien entendu, y parvenir puisqu'au mieux, s'il est retenu en l'état, c'est pour une concrétisation dans des mois sinon des années. Et cela tombe, en plus, à la veille d'une année électorale ! Certes, la Commission a commencé comme il le fallait en traitant de l'égalité successorale, essayant de justifier, dès l'entame du rapport, la faisabilité de ce droit du point de vue théologique. Et elle a bien agi. Malheureusement, à part cette matière, elle a omis de faire de même pour les autres sujets sensibles évoqués, comme l'abolition de la peine de mort, la levée de toutes les restrictions en matière d'alcool ou encore et surtout l'abolition de l'homophobie, cette tare coloniale encore en vigueur en Tunisie avec le moyenâgeux test anal. Bien pis! Sur cette question, la COLIBE ne se montre ni logique ni courageuse, puisqu'elle demande d'une part, dans le Code proposé, la dépénalisation de cette horreur, et d'autre part consent à son maintien moyennant une sanction pécuniaire. On se demande ici qui a exercé le plus son influence : les homophobes ou le lobby des avocats dont un certain nombre vit ou survit de ce genre d'affaires?</p>

Si l'on peut comprendre que la Commission ait eu à faire face, en son sein même, à des résistances, car l'homophobie n'est pas que le fait des intégristes islamistes, on n'admet pas qu'elle n'ait pas, pour le moins, référé à la littérature ayant démontré de manière irréfutable que l'islam, qui est la cause majeure du refus de dépénalisation de l'homophobie, n'a jamais été homophobe et qu'il existe de plus en plus d'imams se réclamant gays et fiers de l'être !

Un rapport irréaliste

Le péché mignon du rapport est de procéder par affirmation, ce qui est le propre des certitudes; or, justement, c'est à ce niveau que le bât blesse; les valeurs évoquées par la COLIBE ne font pas unanimité encore. Aussi, c'est faire montre d'irréalisme que de ne pas tenir compte de ce qui est l'obstacle majeur au triomphe de ces valeurs en Tunisie : la religion. Le rapport oublie, en effet, le sésame impératif consistant à lever ce faux bouclier religieux en démontrant que la religion n'interdit aucune des réformes audacieuses proposées. C'est d'ailleurs la constitution qui impose le respect de l'islam et la commission sait parfaitement que l'égalité successorale ou l'abolition de l'homophobie se heurtent à des arguments religieux. Fallait-il en parler; aussi, ne pas le faire c'est parler pour ne rien dire. C'est de même le cas pour le droit à l'alcool en islam; on parle de la nécessité d'abolir les textes restrictifs sans évoquer la fausse raison qui l'empêche et qui est la fausse conception que l'islam interdirait l'alcool, alors qu'il n'interdit que l'ivresse. Et si le rapport prend bien la peine d'évoquer la question pour l'égalité successorale, il ne dit rien pour l'homosexualité. D'ailleurs, on sent bien sa réticence à l'égard de ce droit puisqu'on ne propose pas la dépénalisation pure et simple de l'homosexualité, acceptant qu'elle reste pénalisée en optant juste pour une sanction pécuniaire. N'est-ce pas une honteuse solution de la part d'une commission censée militer pour les droits humains ? Au surplus, il n'existe pas de droit au sexe dans le rapport qui ne parle même par des relations hors mariage !

Un Code pour l'histoire

Certes, le rapport a pensé et eu le mérite de proposer un Code clef en main de l'essentiel des droits et libertés privées, et il suffit que les politiques osent le retenir et le proposer au parlement pour faire entrer la Tunisie enfin dans la modernité de l'humanisme. Or, cela est encore loin, la volonté politique manquant cruellement, et ce y compris du côté supposé démocrate. La COLIBE semble donc avoir voulu agir pour prendre date avec l'histoire plutôt qu'oser changer le réel et la législation en vigueur. Aussi est-il légitime de se demander si ce projet de Code ambitieux n'a été voulu ainsi que dans le souci, paradoxalement, de dédouaner la COLIBE de son tort ayant été de ne pas proposer un texte qui soit simple et d'application immédiate. On ne nous ôtera pas de l'idée que le rapport de la COLIBE entre dans un jeu pratiqué par la présidence de la République, en concertation avec le chef du parti islamiste, consistant à ne rien faire dans l'immédiat pour changer la donne législative ou alors au strict

compte-gouttes. Pour donner le change, on pourra alors toujours faire état dans ce rapport de son projet de code voulu à dessein ambitieux, quasiment révolutionnaire, mais irréalisable en l'état. Il ne s'agirait alors que d'un rapport qui serait une prétexte à la perpétuation de l'inertie actuelle bien qu'elle soit devenue mortifère. On verra bien si l'on se décidera vraiment à proposer au parlement le code conçu par la COLIBE.

Un projet de loi à voter de suite

Ayant des raisons de penser que l'on fait tout, dans le cadre du mortifère consensus, pour faire avorter la moindre réforme dans les sphères du pouvoir, nous proposons le présent projet de loi qui pourrait être en quelque sorte une mise en bouche devant être facile à voter et ce sans tarder et en urgence. Il pourrait même servir pour faire pression pour amener à bon port le projet de la COLIBE.

Et nous appelons le Président de la République ou le chef du gouvernement à en faire un projet prioritaire. Que le parti le plus nombreux en députés aussi, le parti Ennahdha, saisisse également cette occasion pour prouver sa sincérité en prétendant vouloir incarner une Démocratie Islamique. C'est l'occasion ou jamais de le faire. À défaut d'initiative du président de la République, du président du parti Ennahdha ou du chef du gouvernement, principal parti du pays, nous invitons dix députés parmi les vrais démocrates à le faire puisque l'initiative législative ne nécessite que ce petit nombre; ne les aurait-on pas au parlement?

Si c'est le cas, mais aussi en parallèle, car c'est leur rôle, nous invitons instamment les associations et les militants de la société civile d'oser le proposer ou du moins de le défendre dans les médias afin de finir par l'imposer aux décideurs. Pour cela, ces associations doivent être enfin réalistes en se défaisant de leur laïcisme stérile et contreproductif, car s'il y a référence dans ce projet à l'islam, c'est que la constitution du pays l'impose puisqu'elle réfère expressément au respect des valeurs de l'islam érigé en religion du pays. De plus, c'est le seul empêchement aujourd'hui à la moindre modification de notre législation, au prétexte que cela est contraire à l'islam, religion de la majorité du peuple. Or, on interprète mal cette religion sur nombre de ses préceptes, dont sa position à l'égard du sexe en général, gay en particulier. Aussi importe-t-il de crever au plus vite cet abcès de fixation qui condamne à l'inertie. Sinon, on se révèle être complice objectif de l'intégrisme qui avance masqué aussi, étant infiltré partout, y compris parmi les militants sous le masque laïciste. Car ces intégristes ont intérêt à ce que rien ne change dans la législation scélérate du pays et ils y arrivent en ayant recours à tous les moyens possibles et imaginables, dont surtout le prétexte fumeux, sous l'appellation de laïcité, de menées d'occidentalocentristes islamophobes.

Projet de loi pour l'égalité successorale et la liberté sexuelle

Au nom des impératifs de la Constitution tunisienne du 27 janvier 2014 et à sa référence aux

valeurs de l'islam et aussi de l'humanisme universel, notamment la référence majeure des droits humains, dont la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948 et l'ensemble des conventions internationales garantissant les droits humains ratifiées par la République Tunisienne, L'Assemblée des Représentants du Peuple a adopté la présente loi pour l'égalité successorale ainsi que l'égalité et la liberté sexuelle abolissant l'homophobie.

En premier lieu,

JUSTICE PAR L'ÉGALITÉ SUCCESSORALE ENTRE LES SEXES

Eu égard à la consécration constitutionnelle de la parfaite égalité des citoyens,

Tenant compte du rôle éminent de la femme dans la société tunisienne et son droit d'égalité de l'homme,

Et par référence aux visées de l'islam qui a honoré la femme et élevé son statut dans une démarche progressive et progressiste en conformité avec le sens de l'histoire et les valeurs humanistes universelles,

En second lieu,

ÉGALITÉ DANS LA LIBERTÉ SEXUELLE PAR L'ABOLITION DE L'HOMOPHOBIE

Attendu que l'homophobie est contraire aux droits de l'Homme et au vivre-ensemble paisible, à la base de la démocratie,

Attendu que l'orientation sexuelle relève de la vie privée que respectent et l'État de droit tunisien et l'islam,

Attendu que l'article 230 du Code pénal viole la religion musulmane qui n'est pas homophobe étant respectueuse de la vie privée de ses fidèles qu'elle protège ;

L'Assemblée des Représentants du peuple décide :

Article premier

Pendant une durée de dix ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi est suspendue dans le livre neuf du Code du Statut personnel intitulé "De la succession" la règle de l'attribution à l'héritier masculin d'une part double de celle revenant aux femmes.

Durant cette période et sauf refus avéré de la femme concernée, il lui sera attribué une part égale à celle revenant à l'héritier de sexe masculin.

Au bout de dix années d'application de la présente loi, elle sera confirmée et rendue définitive ou abrogée selon une évaluation réalisée sur la décennie de son application.

Celle-ci sera examinée par l'Assemblée des Représentants du Peuple avant la fin de la décennie d'application de la présente loi pour sa confirmation définitive ou son abrogation.

Article second

La vie privée étant respectée et protégée en Tunisie, l'article 230 est aboli.

Article troisième

La présente loi entre en vigueur dès sa publication au Journal Officiel de la République Tunisienne et annule tout ce qui est contraire à son texte et son esprit dans la législation en application dans le pays.



19-06-2018

B.H

[realites](#)

Paru en tongs en Russie: le journaliste d'Al Wataniya précise

Dans un post publié sur sa page officielle, le journaliste de la chaîne nationale Anis Mejri, en mission en Russie pour assurer la couverture de la coupe de Monde 2018, est revenu sur une photo circulant sur les réseaux sociaux, lui montrant en tongs alors qu'il effectuait un reportage télévisé dans la zone réservée au public dans la ville russe de Volgograd. Le journaliste a expliqué qu'il s'est vu dans l'impossibilité de porter des chaussures représentables étant donné qu'il souffrait de champignons et de fissures au niveau de ses pieds. Il a indiqué que ceci, ne l'a toutefois pas empêché d'accomplir son devoir envers la Tunisie, le peuple et l'équipe nationale et de faire son travail dans les règles de l'art. Le journaliste s'est montré étonné de la campagne de dénigrement lancée à son encontre sur les réseaux sociaux, indiquant que ces problèmes dermatologiques, ne sont que le résultat de la fatigue. En effet, il est contrarié de passer parfois 20 heures debout pour assurer la couverture médiatique. Il a fini par préciser que la photo circulant sur les réseaux sociaux n'a pas été transmis en direct sur la chaîne de télé. Le journaliste a également publié son dossier médical pour confirmer ses propos.



19-06-2018

[shemsfm](#)

Aéroport Tunis-Carthage : Sihem ben Sedrine interdite de voyage

Une unité sécuritaire à l'aéroport Tunis-Carthage a interdit la présidente de l'Instance Vérité et Dignité (IVD) Sihem ben Sedrine de voyager, parce qu'elle est en possession d'un passeport diplomatique. Cette interdiction vient suite à la non-prolongation de l'ARP du mandat de l'IVD. Ainsi, Sihem ben Sedrine n'a plus le droit d'utiliser son passeport diplomatique.



19-06-2018

[mosaïquefm](#)

IWatch demande des explications à Cherni concernant sa montre luxueuse

L'organisation de lutte contre la corruption I Watch a adressé une correspondance officielle à la ministre de la jeunesse et des Sports Majdouline Cherni pour demander des explications quant à l'origine de la montre luxueuse qu'elle portait lors de son passage dans une radio privée récemment. La valeur de cette montre est estimée à plus de 10 mille dollars, selon des

recherches qui ont été faites par I Watch. Par ailleurs l'organisation a fait savoir que le ministre devra répondre à une question légitime étant donné qu'il s'agit d'une personnalité publique, et ce conformément à la loi numéro 63 au titre de l'année 2004 liée à la protection des données personnelles.

مقالات باللغة العربية



19-06-2018

إيمان بن عزيزة

[alchourouk](http://alchourouk.com)

بسبب الإقامة الجبرية: الشاهد وبراهم ... في قصص الاتهام

أثارت تصريحات وزير الداخلية السابق لطفي براهم بخصوص وضع أشخاص تحت الإقامة الجبرية خلال الحرب على الفساد التي أعلنها رئيس الحكومة يوسف الشاهد دون أن تكون بحوزته ملفات قضائية حفيظة لسان دفاع المعنيين بالأمر وقرروا اللجوء إلى القضاء.

اعتبر عدد من المحامين ممن تحدثت اليهم «الشروق» (ينوبون أشخاصا تحت الإقامة الجبرية) أن ما أقدم عليه رئيس الحكومة الشاهد يعد من قبيل الاختطاف وبمثابة الاختفاء القسري وينذر بخطر حقيقي.

رغبة سياسية... لا غير

وفي تصريح لـ«الشروق» قال الاستاذ حازم القصورى محامى رجلى الاعمال شقيق الجراية وياسين الشنوفي انهم كلسان دفاع سيأخذون تصريحات وزير الداخلية المقال لطفي براهم مأخذ الجد وأضاف انهم تولوا امس القيام بالمعاينات اللازمة لتصريحات براهم ملوفا بمقاضاة رئيس الحكومة يوسف الشاهد قريبا وحمله المسؤولية القانونية.

وعبر الاستاذ القصورى عن استحسانه لما صدر عن وزير الداخلية المقال ومصارحته الشعب التونسي بكل جرأة للتجاوزات الخطيرة التي حصلت.

وأوضح الاستاذ القصورى ان رئيس الحكومة خرق الدستور وخرق المواثيق الدولية «الاتفاقية الدولية لحماية الاشخاص من الاختفاء القسري» التي صادقت عليها تونس وعليها الالتزام بها.

وأشار الى ان رئيس الحكومة استعمل قانون الطوارئ وهو قانون غير دستوري وغير معمول به مؤكدا ان قرار وضع عدد من الاشخاص تحت الإقامة الجبرية لا يتعدى ان يكون سوى رغبة سياسية في تصفية الخصوم وان عنوان الحرب على الفساد هو «عنوان سياسي» لا غير.

وأوضح الاستاذ القصورى بخصوص قانون الطوارئ انه يتعلق بـ«الافعال التي تشكل خطرا على الامن العام» وفي وضعية الحال أغلب الملفات تتعلق بجرائم ديوانية ولا تستوجب الوضع تحت الإقامة الجبرية بل لا وجود لملفات أصلا.

ودعا الاستاذ القصورى الى ضرورة احترام القانون وعدم الانحراف بالسلطة وعلى رئيس الحكومة ان يتحمل مسؤوليته وان يصلح اخطاه والا سيطرقون باب القضاء الدولي ايضا ومن الباب الكبير.

مقاضاة رئيس الحكومة

قررت لجنة 50 محاميا للدفاع عن الحريات والتصدي للانحراف بالسلطة تقديم شكاية جزائية ضد رئيس الحكومة يوسف الشاهد وكل من سيكشف عنه البحث من أجل جريمة الاختطاف والاحتجاز خارج الأطر القانونية.

وأوضحت اللجنة انها ستجتمع هذا الأسبوع للتشاور لتقديم الشكاية وذلك على إثر تصريحات وزير الداخلية لطفي براهم

الاحيرة في علاقة بوجود مواطنين تحت الإقامة الجبرية دون ملفات ولا إذن قضائي مما يؤكد أن الحكومة ورئيسها مورطون في جرائم الخطف القسري والاحتجاز خارج إطار القانون.

وأضافت انها ستعقد ندوة صحفية لتوضيح خطورة الافعال المنسوبة لرئيس الحكومة ومن شاركه هاته الافعال ودعت اللجنة الشعب التونسي ورجال القانون المشاركة والحضور في الندوة دفاعا عن الحريات والتصدي للمخرفين بالسلطة ليتحمل كل من أجرم في حق المواطنين المخطوفين تحت عناوين الفساد مسؤوليته.

كما دعت لجنة الـ50 محاميا للدفاع عن الحريات والتصدي للانحراف بالسلطة ممثلين النيابة العمومية تحمل مسؤولياتهم في تتبع الجناة.

براهم في ورطة ؟

قال الاستاذ فيصل الجدلاوي محامي رجل الاعمال شفيق الجراية ان الأشخاص الذين تم وضعهم تحت الإقامة الجبرية بموجب قانون الطوارئ تم استنطاقهم لدى الفرقة المركزية للحرس الوطني بالعوينة والتي كان يشرف عليها آنذاك وزير الداخلية المقال لطفي براهيم وهو ما يعني أنه كان يشرف على جميع عمليات البحث الاولى. وأضاف أن أي إجراء قد يتخذ ضد رئيس الحكومة يوسف الشاهد لا يمكن ان يعفي لطفي براهيم من المسؤولية الجزائية بما انه كان على رأس المؤسسة الأمنية التي تولت أخذ كل الإجراءات الغير قانونية ضد الأشخاص محل الإقامة الجبرية. وأكد الاستاذ الجدلاوي ان حملة رئيس الحكومة على الفساد لم تكن سوى تصفية حسابات شخصية بل كانت «انتقائية وانتقامية» وأنه لا توجد ملفات ضد الأشخاص الموضوعين تحت الإقامة الجبرية. وحمل وزير الداخلية السابق لطفي براهيم المسؤولية بدرجة اولى في ارتكاب التجاوزات ضد الأشخاص المشمولين بالإقامة الجبرية.

كقائفة
أون لاين

19-06-2018

يسرى الشخاوي

hakaekonline

شوقي قدّاس: عدم المصادقة على مشروع حماية قانون المعطيات الشخصية سيضر بالاقتصاد

قال رئيس الهيئة الوطنية لحماية المعطيات الشخصية شوقي قدّاس إنّ معايير حماية المعطيات الشخصية الموجودة في تونس غير مطابقة لمثيلاتها في الاتحاد الأوروبي. وأضاف قدّاس في تصريح لحقائق أون لاين، اليوم الثلاثاء 19 جوان 2018، أنه في حال لم يصادق مجلس نواب الشعب على مشروع قانون حماية المعطيات الشخصية فإنّ المؤسسات الاقتصادية الموجودة في اوربا لن يمكنها التعامل مع تونس، مشدداً على أنّ ذلك سيضر بالاقتصاد التونسي. ولفت إلى أنّ الشركات الاوروبية التي ستتعامل مع تونس ستنتم معاقبتها من قبل هياكل الحماية في بلادها.



19-06-2018

shemsfm

. أمريكا تسحب من مجلس حقوق الإنسان الدولي قالت السفارة الأمريكية بالأمم المتحدة نيكي هيلي إن بلادها انسحبت من مجلس حقوق الإنسان التابع للمنظمة الدولية يوم الثلاثاء بعدما لم تتحل أي دول أخرى «بالشجاعة للانضمام إلى معركتنا» من أجل إصلاح المجلس «المنافق والأناي».



وقالت هيلي «بفعلنا هذا، أود أن أوضح بشكل لا لبس فيه أن هذه الخطوة ليست تراجعاً عن التزاماتنا بشأن حقوق الإنسان».

موسايك
fm

19-06-2018

mosaiquefm

أكثر من 200 قضية منشورة لدى هيئة النفاذ إلى المعلومة قال رئيس هيئة النفاذ إلى المعلومة عماد الحزقي إنّ أكثر من 200 قضية تم نشرها لدى الهيئة في الأشهر الأخيرة من قبل عدد من منظمات المجتمع المدني وشركات خاصة ومواطنين للمطالبة بحقها في النفاذ إلى المعلومة. وأوضح الحزقي أنّ هذه المطالب تتم عن رغبة من المواطنين عن ممارسة حقهم ومشاركتهم في الرقابة على الهياكل العمومية. وأشار إلى أنّ هذه المطالب تتعلق بالتعرّف على ادارة الشأن العام، ومدى شفافية اسناد الصفقات العمومية، واحترام الإجراءات القانونية بالنسبة للتراخيص التي تم منحها لبعض الشركات. كما تتعلق بقضايا تخصّ مجال الصحة والتعليم وغيرها.

Sources	Articles
<p> Business News 18-06-2018 M.B.Z businessnews</p>	<p>Sofien Zaag : La résidence surveillée est une mesure préventive légale</p> <p>Commentant la récente polémique concernant l'ancien ministre de l'Intérieur, Lotfi Brahem, qui aurait placé sous résidence surveillée des personnes « sans aucun motif légal », le porte-parole du ministère, Sofien Zaag a souligné, ce lundi 18 juin 2018, que cette prérogative est tout à fait possible selon le décret 50 de 1978 qui régit l'état d'urgence. Dans une déclaration accordée au journal Assabah News, Sofien Zaag a expliqué qu'il s'agit là d'une mesure « préventive » qui concerne la préservation de la sécurité et de l'ordre public ainsi que la protection des citoyens. Il a ajouté que depuis le mois de mai 2017, le ministre de l'Intérieur a placé par mesure de prévention des individus sous résidence surveillée dans le cadre de la lutte contre la corruption, précisant que depuis, 10 personnes ont été libérées alors que 12 autres ont été traduites devant la justice.</p>
<p> AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 18-06-2018 Rihab Boukhayatia huffpostmaghre b</p>	<p>"Changer de sexe en Tunisie: quand le Droit confisque les identités", une nouvelle étude de l'ADLI</p> <p>Habib Nouisser, docteur en Droit, décortique la législation tunisienne concernant la question du changement de sexe. Ils sont ignorés ou rejetés par la loi et une frange de la société, pourtant ils existent, ce sont les transgenres. Une existence broyée par “une véritable confiscation des identités par le système juridique tunisien”, déplore Habib Nouisser, qui a réalisé l'étude inédite de l'Association de défense des libertés individuelles (ADLI) sur le changement de sexe en Tunisie, intitulée “Changer de sexe en Tunisie: quand le Droit confisque les identités”. En 90 pages, Habib Nouisser, docteur en Droit, décortique la législation tunisienne concernant la question du changement de sexe. Une législation lacunaire à bien des égards, souligne l'auteur. Seule la loi de 1957 sur l'état civil évoque la question de l'identité sexuelle, mais se limite à une répartition binaire et stricte, ne reconnaissant que le sexe masculin ou féminin, ignorant ainsi les cas d'ambiguïté de sexe à la naissance ou du changement de sexe naturel ou provoqué.</p> <p>“Par ce silence, le législateur tunisien condamne donc tous les individus ayant subi un changement de sexe -que ce soit volontairement ou involontairement- à vivre dans une situation juridique non conforme à la vérité anatomique. La situation s'apparente donc à un véritable ‘hold-up’ juridique”, fustige le juriste. La jurisprudence n'est pas plus évoluée sur la question. Les rares affaires étalées devant la justice montrent la méfiance et l'hostilité des juges concernant le changement de sexe de façon naturelle, et plus encore volontaire. Les juges s'abritent derrière des considérations relatives à la morale publique et aux bonnes mœurs</p>

pour justifier leur “rigide intransigeance sur la question du changement de sexe, notamment lorsqu’il est provoqué par l’intéressé”, note Habib Nouisser. Une issue est-elle envisageable? Avant, l’auteur éclaire certains concepts tels que le sexe, le genre, l’intersexualité, la transgenralité, etc. Le juriste revient également sur les exemples d’autres pays en la matière qui pourraient guider le législateur tunisien. “Il a été proposé de recourir à une solution dont la mise en œuvre ne nécessite ni un bouleversement en profondeur du système législatif actuel, ni une remise en cause de l’ordonnancement actuel des règles relatives à l’état civil. Elle consiste simplement en l’effacement partiel de la mention du sexe des documents d’identification immédiate des individus. Cette mention demeurant par ailleurs bel et bien préservée dans les documents d’identification sur les actes d’état civil auxquels l’accès est en réalité restreint aux actes administratifs de plus grande envergure”, réclame le juriste comme une solution immédiate à ce problème.

S’appuyant sur les dispositions constitutionnelles relatives aux libertés individuelles et à la dignité humaine notamment, l’auteur appelle à réformer la législation actuelle en “allant dans le sens de l’admission de la légalisation du changement de sexe” qui “ne ferait que placer le droit tunisien en phase avec ces engagements constitutionnels”. “D’une part, elle permettrait de concéder aux individus un droit à l’autodétermination, à choisir son sexe d’appartenance. D’autre part, elle éviterait aux intéressés de vivre dans la clandestinité juridique et la marginalité sociale, ce qui s’apparente à une discrimination à l’égard d’une frange de la société”, écrit-il.

Des discriminations à tous les niveaux

Outre l’aspect juridique, l’étude dévoile une méconnaissance réelle du sujet du changement de sexe, non seulement de la part du grand public, mais aussi du monde scientifique. En témoigne, les très peu de recherches sur la question par la médecine, les sciences humaines, etc, en Tunisie. Idem concernant les statistiques. Entre-temps, les personnes transgenres vivent dans la marginalité, n’ayant pas accès souvent à la justice, ni aux soins, discriminées à l’embauche, et même au sein de la communauté LGBTQI++, note l’étude. “Pourquoi autant de discrimination à l’égard de personnes qui souffrent doublement: d’une part l’incohérence de leur sexe tel qu’elles le perçoivent et leur sexe juridique tel que figé dans leurs papiers et documents officiels. La violence familiale, sociale, structurelle, légale... dont elles sont victimes d’autre part”, déplore Wahid Ferchichi, juriste et fondateur de ADLI dans la préface de l’étude.



17-06-2018

shemsfm

Bizerte : Un jeune homme assassiné à cause d'un sandwich!

Un jeune homme a été assassiné hier soir à Bizerte, il a été poignardé au niveau de l'abdomen par un restaurateur à cause d'un désaccord concernant le prix d'un sandwich, a rapporté le

correspondant de Shems FM. La victime a été transféré d'urgence à l'hôpital régional Habib Bougatfa de Bizerte mais il n'a pas pu résister. Le suspect a été arrêté par les agents de la brigade de la police judiciaire de Bizerte.



17-06-2018

mosaïquefm

223 arrestations lors d'une campagne sécuritaire dans tout le pays

Les unités sécuritaires et la Garde Nationale ont effectué hier samedi 16 juin 2018 des campagnes dans tous les Gouvernorats du pays suite auxquelles 223 personnes recherchées ont été arrêtées, d'après le portail du ministère de l'intérieur. 9 motos et 15 voitures ont été saisies dont 10 étaient recherchées. 366 PV judiciaires, 88 PV fiscaux et 521 PV de circulation ont été rédigés. Selon la même source, les unités du district de sécurité nationale de Kerkennah et la direction des affaires criminelles en collaboration avec la police de secours de Sfax ont arrêté 6 personnes squattant dans une maison pour intention de migration illégale Elles ont avoué après avoir été questionnées qu'elles sont arrivées sur place durant le mois de Ramadan afin de quitter clandestinement les côtes de la région et ce en coordination avec deux autres personnes encore recherchées mais dont la moto a été saisie. Le ministère public a autorisé de prendre les mesures nécessaires à leur rencontre et de rechercher les organisateurs de l'opération.

مقالات باللغة العربية



17-06-2018

رضوان شبيل

alchourouk

كشف وكر لتعاطي البغاء في القلعة الكبرى

قامت الوحدات الأمنية ليلة البارحة السبت بمداهمة أحد المنازل وسط مدينة القلعة الكبرى وإلقاء القبض على مجموعة من الأشخاص من الجنسين من بينهم قصر يمارسون الجنس وبتعاطون الخمر ومادة القنب الهندي أو ما يعرف بـ"الزطلة"، فيما لاذ صاحب المنزل بالفرار هذا وقد لاحظ العديد من المتساكنين منذ الأيام الأولى من شهر رمضان ارتياد فتيات وشبان هذا المنزل بصفة ليلية، وتم إتخاذ الإجراءات القانونية في شأن المقبوض عليهم.



18-06-2018

shemsfm

منظمة الصحة العالمية تعتبر إدمان ألعاب الفيديو اضطرابا للصحة العقلية

اعتبرت منظمة الصحة العالمية، من خلال تصنيفها الدولي للأمراض، إن إدمان ألعاب الفيديو والألعاب الرقمية، بمثابة اضطراب للصحة العقلية. ووصف التصنيف الذي تعده منظمة الصحة العالمية، ويعد مرجعية للأمراض المعترف بها، إدمان ألعاب الفيديو والألعاب الرقمية بأنه "نمط من اللعب المستمر أو المتكرر" يصبح مفرطاً جداً لدرجة أن تكون "له" الأسبقية على غيره من اهتمامات الحياة". وقال شيوخار ساكسينا، مدير إدارة الصحة النفسية وإساءة استعمال المواد في منظمة الصحة العالمية، إن بعض أسوأ الحالات التي شوهدت في الأبحاث العالمية كانت تتعلق بالأشخاص الذين يمارسون تلك الألعاب لمدة تصل إلى 20 ساعة في اليوم ويمتنعون عن النوم أو تناول الوجبات أو العمل أو الدراسة وغيرها من الأنشطة اليومية. وشدد على أن أقلية صغيرة فقط من الأشخاص الذين يمارسون الألعاب الرقمية وألعاب الفيديو يمكن أن يمثلوا مشكلة، لكنه قال إن رصد علامات الإنذار المبكر قد يساعد في الوقاية من ذلك. وردا على قرار ضم إدمان الألعاب إلى قائمة اضطرابات الصحة العقلية قال (انتلاف ألعاب الفيديو) وهو جماعة ضغط داعمة للقطاع إن منتجاته "يستمتع بها

بشكل آمن ومعتدل أكثر من ملياري شخص في أنحاء العالم“ عبر مختلف الأجهزة والمنصات. وأضاف أن ”القيمة التعليمية والعلاجية والترفيهية“ للألعاب مؤكدة ومعترف بها على نطاق واسع وحث منظمة الصحة العالمية على إعادة النظر في وجهة نظرها.



17-06-2018

mosaiquefm

إيقاف 223 شخصا وحجز سيارات ودراجات نارية خلال حملة أمنية

قامت وحدات الأمن والحرس الوطنيين يوم امس بحملات أمنية بكامل ولايات الجمهورية أسفرت عن إيقاف 223 شخصا مفتشا عنهم وفقا ورد ببوابة وزارة الداخلية. وتم حجز 15 سيارة من بينهم 10 سيارات مفتش عنها و 189 دراجة نارية ، بالإضافة الى تحرير 366 محضرا عدليا و 88 محضرا جنائيا و 521 محضرا مروريا. كما تمكنت يوم امس وفق ذات المصدر وحدات منطقة الأمن الوطني بقرقنة والإدارة الفرعية للقضايا الإجرامية وشرطة النجدة بصفابس ووحدات الطريق العمومي من إلقاء القبض على 6 أشخاص داخل منزل بجهة قرقنة كانوا يعتزمون اجتياز الحدود البحرية خلسة. واعترف هؤلاء بعد التحري معهم أنهم حلوا بالجهة منذ شهر رمضان قصد المشاركة في عملية اجتياز الحدود البحرية خلسة انطلاقا من سواحل الجهة وذلك بالتنسيق مع شخصين تم التعرف على هويتهما وبمداهمة منزلهما، تم حجز دراجة نارية كانا يستعملانها في تنقلتهما دون أن يتم العثور عليهما وأذنت النيابة العمومية باتخاذ الإجراءات القانونية في شأن الأشخاص الستة وإدراج منظمي العملية بالتفتيش.